

mécanismes d'appui des exportations comme les subventions qui perturbent les échanges internationaux. Nous avons vu ces dernières années une multiplication des mesures touchant le commerce: mesures de sauvegarde couramment prises en vertu du GATT; arrangements bilatéraux (comme les accords d'autolimitation des exportations); subventions à l'exportation; surenchère en matière de crédits d'exportation. Vous savez également que le Congrès américain est appelé à se prononcer sur des projets de loi touchant le contenu national et la réciprocité en matière commerciale.

Je ne dis pas que toutes ces mesures sont illégitimes ou injustifiées. Les mesures de sauvegarde sont même partie intégrante du système commercial international concrétisé par le GATT: les pays membres ont le droit de recourir à des sauvegardes lorsque des importations portent ou menacent de porter préjudice aux producteurs nationaux. Mais je dis que la montée du chômage et la situation de crise dans laquelle se trouvent nos industries ont parfois suscité des attitudes négatives à l'égard des importations: on est aujourd'hui davantage porté à invoquer la concurrence étrangère "déloyale" pour expliquer les problèmes économiques et à justifier l'adoption de mesures protectionnistes par le fait que d'autres partenaires font de même. Voilà une tendance que les gouvernements doivent contrer résolument si nous voulons éviter l'expérience désastreuse des années 30.

Il va sans dire que la reprise économique contribuera à alléger les pressions, mais nous ne devrions pas adopter une attitude complaisante devant les menaces posées au système commercial international. La réunion ministérielle du GATT tenue en novembre dernier a reconfirmé l'engagement de la communauté internationale de libéraliser le commerce et de contrer les pressions protectionnistes. Ses participants ont adopté un programme de travail qui, s'il est diligemment appliqué, donnera un souffle nouveau au système commercial. L'élan de novembre dernier doit être maintenu, et les efforts doivent être poursuivis pour préserver et renforcer le système commercial multilatéral.

Le Canada a un énorme enjeu dans un système commercial multilatéral ouvert. Comme quelque 30% de son PNB sont générés par le commerce extérieur, notre économie est l'une des plus ouvertes au monde. Ce qui veut dire que notre économie est encore moins isolée que les autres des tendances économiques mondiales et que la crise actuelle a eu chez nous des effets fort marqués en termes de hausse des taux d'inflation et d'intérêt ainsi que des niveaux de chômage. Le gouvernement du Canada, comme ceux des autres pays industrialisés, continue d'être soumis à de fortes pressions visant la protection de l'industrie nationale;